

L'Adresse—M^{me} McDougall

[Traduction]

Mon gouvernement est fermement décidé à utiliser et à canaliser les forces économiques des femmes. Depuis quelques années, un grand nombre de femmes lancent leur propre petite entreprise. Nous sommes en train de prendre des mesures pour encourager davantage et pour alimenter l'esprit d'entreprise dont non seulement les Canadiens mais aussi les Canadiennes ont fait preuve. Nous avons l'intention de simplifier les règlements, d'améliorer les politiques d'achat du gouvernement et de renforcer le Programme de propositions spontanées pour les petits pays et les petits entrepreneurs.

Je me suis étendu sur les mesures que nous avons l'intention de prendre pour faire disparaître les injustices dont les femmes sont victimes sur le plan économique. Je signale toutefois que notre engagement au service des femmes vise aussi la justice sociale sur laquelle nous sommes tout aussi fermes. Comme le discours du trône l'a précisé, nous sommes voués à la poursuite d'un seul but, édifier un pays moderne, tolérant et compatissant dont les citoyens sont prospères et en sécurité. Dans ce but, nous avons l'intention de soumettre à la Chambre d'importantes mesures législatives visant à appuyer et à renforcer l'institution de la famille canadienne, notamment des mesures visant à mettre fin aux formes violentes et dégradantes de pornographie mettant en scène des femmes et des hommes, des projets de lois permettant de lutter efficacement contre les abus sexuels dont les enfants sont victimes et de résoudre le problème de la prostitution des enfants, ainsi que des initiatives contre le trafic des drogues illicites qui aideront à améliorer la qualité de vie des familles, des parents et, surtout, des jeunes.

[Français]

Depuis plusieurs mois, notre gouvernement s'applique à élaborer une stratégie nationale en vue d'éliminer complètement le problème de l'abus des drogues dans notre société. Comme vous l'a déjà mentionné mon collègue, le problème des drogues, particulièrement celui des drogues illicites, s'est aggravé par l'existence d'un réseau de distribution international, ajoutant ainsi à un problème social grandissant.

Notre gouvernement reconnaît que ce problème ne se limite pas aux drogues illicites mais qu'il s'étend aussi à l'abus de diverses substances chimiques et de médicaments. Malheureusement, ces problèmes d'abus sont répandus et affectent un trop grand nombre de Canadiens et de Canadiennes à travers le pays. C'est pourquoi le gouvernement mettra beaucoup d'énergie à régler ce problème urgent. Nous mettrons l'accent sur la sensibilisation et l'éducation du public en général et sur la réadaptation de ceux qui sont victimes d'abus de drogues.

[Traduction]

Pour régler la plupart des injustices sociales commises à l'égard des femmes, les gouvernements fédéral et provinciaux doivent absolument lutter côte à côte. Nous n'avons pas ménagé nos efforts pour établir de bonnes relations de travail avec les provinces. Nous avons établi des groupes de travail fédéraux-provinciaux et fédéraux-territoriaux pour faciliter la collaboration en matière de garde des enfants et d'aide aux femmes battues. Nous avons l'intention de poursuivre et d'intensifier ces relations en vue de prendre des mesures efficaces pour essayer de résoudre d'autres problèmes communs. Je vais discuter avec mes collègues provinciaux des besoins des

immigrantes et des femmes appartenant à des minorités visibles, car c'est urgent. Je me réjouis de participer à une conférence nationale qui se tiendra à Winnipeg en novembre, où l'on discutera des problèmes spécifiques des immigrantes et des femmes appartenant à des minorités visibles.

Nous avons également l'intention de collaborer étroitement avec les provinces pour aider les victimes d'actes criminels. Je crois fermement que nous devrions mieux connaître les besoins spéciaux des femmes dans ce cas et soutenir les programmes de la police visant à empêcher les agressions dont les femmes font l'objet. Manifestement, ce sera une session législative complète et productive et, en tant que ministre responsable de la Condition féminine, j'ai l'intention de veiller à ce que leur statut continue à progresser. Je ferai tout mon possible en ce sens. Je demande l'aide de tous les députés de la Chambre pour réaliser cet objectif. Après tout, comme chacun sait, les femmes constituent la moitié de notre population. En même temps, notre gouvernement reconnaît que la moitié des compétences au Canada, par conséquent, reviennent aux femmes. En tant que gouvernement et en tant que pays, nous avons l'intention de réunir ces compétences et de leur donner l'occasion de s'exprimer utilement au foyer, au travail et à toutes les tables de conférence de notre gouvernement où l'on traitera de notre avenir parce que nous savons que notre pays a besoin de ces talents. Nous avons besoin de ces manifestations créatrices et c'est nous qui en pâtirons si nous ne les utilisons pas.

Mme Finestone: Monsieur le Président, j'approuve les paroles de notre ministre qui a exprimé ses préoccupations au sujet des femmes. Je l'ai écoutée avec beaucoup d'intérêt. J'espère sincèrement que le programme qu'elle a exposé se réalisera, et le plus tôt sera le mieux.

Si je peux corriger un détail, la ministre a dit que les femmes constituent 50 p. 100 ou la moitié de la population. C'est un détail insignifiant, mais nous en représentons 52 p. 100. En tant que majorité, par conséquent, je me demande quelquefois si nous avons oublié que nous avons une majorité de talents qui doivent être utilisés de la manière la plus constructive possible.

Ma collègue a abordé plusieurs questions à la Chambre. Je suis curieuse de savoir quelle réponse elle y apporte. Elle a parlé de justice sociale, d'une nation moderne et tolérante et de bâtir une société en gardant présents à l'esprit les intérêts supérieurs de cette association. C'est, je pense, un bel objectif. Cependant, si c'est l'objectif de la ministre, et je pense que c'est probablement le cas, j'aimerais constater un changement d'attitude et de pensée à propos des questions qui concernent les femmes. Par exemple, j'aimerais que le gouvernement se rende compte qu'en désindexant la sécurité de la vieillesse, il semble ignorer que la majorité des personnes âgées de plus de 65 ans, et surtout celles de plus de 75 ans, sont des femmes. La pauvreté à laquelle la société d'aujourd'hui réduit les femmes, et surtout les femmes âgées, a quelque chose d'immoral. Il est primordial que cette question soit examinée, surtout à la lumière de la désindexation des pensions de vieillesse que l'on a tentée mais qui a heureusement échoué, et de la désindexation des allocations familiales et de la réduction du crédit d'impôt pour enfant. Ces mesures ont touché surtout les familles à revenu moyen. Elles ont eu des répercussions sur cette couche de notre société et cela nous inquiète beaucoup. La ministre a